

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Centre administratif de Bourran
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HYDRO EXTRUSION ALBI

ZA Jean Savy
BP 6
81450 Le Garric

Références : -

Code AIOT : 0006802269

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION ALBI implanté Zone Artisanale du Garric 2 - 3 route de Valderiès 81450 Le Garric. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action régionale "Risque légionelle dans les circuits TAR".

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRO EXTRUSION ALBI
- Zone Artisanale du Garric 2 - 3 route de Valderiès 81450 Le Garric
- Code AIOT : 0006802269
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HYDRO EXTRUSION ALBI SAS est spécialisée dans la fabrication de profilés en aluminium. Le procédé de fabrication des profilés repose sur plusieurs opérations successives et notamment :

- l'extrusion de billettes d'aluminium, chauffées à 450°C, poussées à travers une filière en acier au moyen d'une presse hydraulique afin de former des profilés. Le site dispose de deux lignes d'extrusion;
- le traitement thermique de vieillissement des profilés dans un four à gaz à une température comprise entre 150°C et 200°C permettant de fixer les caractéristiques de résistance et d'élasticité;
- le traitement de surface afin d'enlever une fine couche d'aluminium et de permettre une bonne accroche des résines de peinture poudre sur les pièces;
- l'application et la cuisson des peintures poudre;
- le parachèvement (coupe, usinage et soudure) des profilés en aluminium;
- l'emballage et l'expédition.

Les produits fabriqués sont majoritairement destinés au marché du bâtiment (fenêtres, portes, pergolas notamment), et depuis quelques années, à celui du transport (automobile).

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 janvier 2020 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juillet 2020. Il emploie actuellement 254 personnes auxquelles viennent s'ajouter environ 30 intérimaires.

Historiquement, ce site était exploité par les sociétés HYDRO LAQUAGE ALBI SAS (ex SAPA LACAL) et HYDRO EXTRUSION ALBI SAS (EX SAPA PROFILES). En 2018, le groupe norvégien HYDRO a engagé la fusion/absorption de HYDRO LAQUAGE ALBI SAS dans HYDRO EXTRUSION ALBI SAS.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1	Sans objet
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 5. b)	Sans objet
3	Conception générale	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 12. II. a)	Sans objet
4	Dévésiculeur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 12. II. d)	Sans objet
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 23.	Sans objet
6	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 26. VI.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I.1.a)	Sans objet
8	Plan d'entretien, plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I. 1. b)	Sans objet
9	Procédure d'arrêt immédiat, procédures spécifiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I. 1. c)	Sans objet
10	Traitement préventif de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I. 2. b)	Sans objet
11	Fréquence d'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I. 3. a)	Sans objet
12	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I. 3. b)	Sans objet
13	Laboratoire accrédité COFRAC	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I. 3. c)	Sans objet
14	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.1.	Sans objet
15	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.2.	Sans objet
16	Procédure en cas de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.3.	Sans objet
17	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 2.c)	Sans objet
18	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.2.	Sans objet
19	Rapport d'analyses légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. d)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
20	Transmission analyses legio	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 3. e)	Sans objet
21	Rapport d'analyses eau rejetée	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60	Sans objet
22	Stockage produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant exploite, entretien et suit sa tour aéroréfrigérante de manière satisfaisante, limitant ainsi le risque de prolifération de légionelles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E) b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC) 2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (DC)
Constats : Conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/05/2025, le site dispose d'une unique tour aéroréfrigérante d'une puissance de 7000 kW. Le site est donc à Enregistrement pour la rubrique 2921.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 5. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.

<p>Constats :</p> <p>Cette prescription est applicable aux installations déclarées après le 1^{er} juillet 2014. Le site est à Enregistrement pour la rubrique 2921 depuis 2006. Quoi qu'il en soit, l'inspection n'a pas constaté de locaux occupés à moins de 8 m de la TAR.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conception générale

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 12. II. a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit. L'installation de refroidissement est aménagée pour permettre l'accès, notamment, aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes.</p> <p>La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité. Ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la tour est équipée de moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et à sa maintenance dans les conditions de sécurité. L'analyse de maîtrise des risques met en évidence l'absence de bras morts dans le circuit. La tour peut être purgée complètement pour les besoins du nettoyage annuel (voir point n°17).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dévésiculeur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 12. II. d)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La tour est équipée de dévésiculeurs. Le rapport d'entretien de la TAR daté du mois d'août 2025, réalisé par la société IGIENAIR, conclut au bon état des dévésiculeurs.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 23.

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes. [...]

Constats :

L'analyse de maîtrise des risques désigne la personne référente de l'installation.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le plan de formation pour l'habilitation "risque Légionnelle" suivie par la personne référente et les autres membres du personnel amenés à intervenir sur la TAR. Ce plan de formation donne par ailleurs les dates de formation et les dates de fin de validité. Les formations ont été suivies en février 2025.

L'exploitant a présenté les attestations de formation pour les personnes impliquées dans le suivi de la TAR mais aussi des personnels des entreprises extérieures intervenant sur la TAR.

La formation du personnel porte sur les thématiques suivantes :

- sensibilisation aux risques liés à la légionelle ;
- compréhension de la législation et maîtrise des risques liés à la légionelle ;
- bases du traitement d'eau et mise en application sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 26. VI.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition : <ul style="list-style-type: none">- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;- aux produits chimiques. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements. Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. [...]
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant met à disposition du personnel des EPI dédiés aux interventions sur la TAR, à savoir écran facial, combinaison, gants, masques. Des panneaux apposés sur la TAR signalent l'obligation du port du masque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I.1.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. [...]
Constats : L'exploitant a présenté son analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) en date de janvier 2026. L'AMR présente notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'installation ;

<ul style="list-style-type: none"> - le fonctionnement de la TAR ; - les facteurs de risque ; - les plans d'action en cas de présence de légionelles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan d'entretien, plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I. 1. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. [...]</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, [...] est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, [...]. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. [...]</p> <p>Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté sa stratégie de traitement du circuit de la TAR :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Traitement antitartre / anticorrosion : <p>Produit utilisé : ALOFRI 229</p> <p>Mise en œuvre : Injection par Pompe doseuse asservi aux compteurs d'appoint.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Traitement biocide :

<p>Biocide 1 utilisé : Hypochlorite de sodium (12.5%) 48° chlorométrique. Mise en œuvre : Injection continue par pompe doseuse asservie au chloromètre en ligne.</p> <p>- Produit en synergie du Biocide utilisé : Produit utilisé : ALOSPEC 05 Fonction : Synergie avec le Javel, stabilisant du chlore libre (pH de fonctionnement optimisé, efficacité augmenter sur le biofilm). Mise en œuvre : Injection continu par pompe doseuse asservie au chloromètre en ligne.</p> <p>L'exploitant a présenté son plan de surveillance qui précise les paramètres à surveiller (pH, TH, conductivité, chlore, javel, etc.) et les fréquences d'analyse.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Procédure d'arrêt immédiat, procédures spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I. 1. c)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : - suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; - en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; - en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; - suite à un arrêt prolongé complet ; - suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ; - autres cas de figure propres à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé plusieurs procédures pour la gestion de la TAR et a présenté les suivantes :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - procédure en cas d'arrêt prolongé ; - procédure en cas d'avaries techniques diverses.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Traitement préventif de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I. 2. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une stratégie de traitement préventif (voir point n°8).</p> <p>L'exploitant a présenté sa "fiche de stratégie de traitement" qui justifie la stratégie adoptée et les produits utilisés vis-à-vis du risque de prolifération de légionelles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Fréquence d'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I. 3. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : L'exploitant a présenté l'ensemble des analyses mensuelles depuis janvier 2025 qui sont par ailleurs déclarées sur la plateforme GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I. 3. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : [...] Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un point de prélèvement signalé sur la TAR.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Laboratoire accrédité COFRAC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2003, article I. 3. c)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.
Constats :

Les rapports d'analyse mettent en évidence la recherche de Legionella pneumophila dans les prélèvements selon la norme NF T90-431.
Le site internet du COFRAC permet de vérifier que le laboratoire en charge des analyses est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour les analyses microbiologiques de l'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Procédure en cas de prolifération de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L :

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...] et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ». [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la (ou les) tour(s) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. [...]

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; [...]

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. [...] Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application. [...]

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;

g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.

Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/L.

Si l'installation est également concernée par « le point 3.7.1.2.c », les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a présenté sa procédure en cas de concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/L.

Cette procédure reprend les éléments de la prescription de l'arrêté ministériel (information inspection, arrêt de la TAR, action curative, nouvelle analyse...).

Par ailleurs, l'exploitant a présenté l'attestation du laboratoire d'analyse qui certifie que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure aux valeurs réglementaires sont conservées pendant six mois en cryotube à -18°C.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Procédure en cas de prolifération de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L :

a) Cas de dépassement ponctuel :

En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...] par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

Constats :

L'exploitant a présenté sa procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L. Cette procédure reprend les éléments de l'arrêté ministériel (action corrective, nouvelles analyses) et distingue les dépassements ponctuels ou successifs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Procédure en cas de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Actions à mener si le résultat de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) rend impossible la quantification de Legionella pneumophila en raison de la présence d'une flore interférente" :</p> <p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté sa procédure en cas de flore interférente. Cette procédure prévoit entre autre la réalisation immédiate d'une nouvelle analyse, la mise en œuvre d'actions curatives, la réalisation d'une analyse post-traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Nettoyage préventif de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 2.c)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de surveillance de la TAR met en évidence son nettoyage annuel. Par ailleurs, l'exploitant a présenté la procédure "Nettoyage annuel préventif" de la TAR qui définit les actions à mener pour son nettoyage.</p> <p>Enfin, l'exploitant a fourni le rapport d'intervention de l'entreprise en charge de l'entretien de la TAR suite à son intervention de nettoyage complet réalisé le 19/08/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complets ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le cahier de suivi hebdomadaire de la TAR où sont relevés les volumes d'eau ajoutés et consommés, les consommations de produits de traitement, différents paramètres de suivi (conductivité, concentration de chlore), les périodes d'arrêts et les actions réalisées sur la TAR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Rapport d'analyses légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. d)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ou en <i>Legionella species</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p> <p>Le rapport d'analyses fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utilisation de la norme NF T90-431 - date et heure de prélèvement, température de l'eau - date et heure de réception de l'échantillon - date et heure de début d'analyse - nom du préleveur - référence et localisation du (des) point(s) de prélèvement - caractéristiques de l'eau : couleur, dépôt, pH, conductivité, turbidité de l'eau - nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés - date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité (délai d'au moins 48

<p>heures après l'injection)</p> <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a vérifié sur les rapports d'analyse d'août et novembre 2025 les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utilisation de la norme NF T90-431 - date et heure de prélèvement, température de l'eau - date et heure de réception de l'échantillon - date et heure de début d'analyse - nom du préleveur - référence et localisation du point de prélèvement - caractéristiques de l'eau : couleur, dépôt, pH, conductivité, turbidité de l'eau - nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés - date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Transmission analyses legio

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 3. e)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection les résultats d'analyses mensuelles sur la plateforme GIDAF. Par ailleurs, l'exploitant remet en début d'année à l'inspection le bilan annuel de la TAR.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Rapport d'analyses eau rejetée

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait analyser chaque trimestre, par un laboratoire extérieur, les eaux de rejets de la TAR.</p> <p>De nombreux paramètres sont dosés (COT, Chloroforme, Chlorures, Bromures, Fer, Nickel, Cuivre, Arsenic, etc.) dont certains sont des marqueurs des produits de décomposition des</p>

<p>biocides utilisés (AOX) ou des témoins de corrosion du réseau (Zinc).</p> <p>Le bilan pour l'année 2025 met en évidence le respect des valeurs limites de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 (art. 38) pour les paramètres analysés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Stockage produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Produits chimiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des récipients ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les produits chimiques utilisés pour l'entretien de la TAR sont stockés dans une zone dédiée, sous abri, sur des rétentions adaptées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>